

Le yen reste faible sur les marchés monétaires. Cette faiblesse est attribuable surtout aux sorties nettes du capital attiré par les taux d'intérêts américains plus élevés. Cet exode de capitaux est venu compliquer les difficultés qu'éprouvait le gouvernement à financer son important déficit budgétaire et le yen, s'il est moins coûteux, risque à terme de relancer les pressions inflationnistes du fait du renchérissement des importations. Les principaux partenaires commerciaux du Japon sont par ailleurs très sensibles à tout signe de croissance alimenté par des exportations que favoriserait un yen injustifiablement faible.

Le Japon a dans une large mesure gagné sa lutte contre l'inflation (l'IPC augmente à un taux annuel d'environ 3,2 %) et le chômage reste étonnamment faible par rapport à la plupart des autres pays (2,4 %). Les taux d'intérêt, qui gravitent autour de 5,5 %, sont loin des taux élevés de l'Amérique du Nord.

Les perspectives de l'économie japonaise sont incertaines. Une relance au début de 1983 est peu probable à moins de facteurs externes favorables comme une reprise économique aux États-Unis. Par le passé, le Japon a joué un important rôle de locomotive de l'économie mondiale aux prises avec la dépression et il est évident que les Japonais s'attendent maintenant à ce que la reprise économique mondiale contribue en partie à la relance de l'économie japonaise.

Relations extérieures

La politique étrangère du Japon a toujours eu pour objectif d'assurer la sécurité physique des îles japonaises ainsi que le bien-être économique du peuple japonais. Depuis quelques années, on devient de plus en plus conscient que le Japon devra pour ce faire jouer un plus grand rôle, aussi bien politiquement qu'économiquement, sur la scène internationale. C'est d'ailleurs là une évolution qu'encourage le Canada.

Il est improbable que le nouveau gouvernement Nakasone change radicalement les priorités économiques ou politiques du Japon en matière de politique étrangère. Toutefois, il est fort possible que M. Nakasone trouve plus facile que son prédécesseur de traiter sur une base personnelle avec les autres leaders mondiaux. Bien qu'il ne soit pas nécessairement plus "internationaliste" que les autres Premiers ministres japonais, il a davantage d'entre-ent que M. Suzuki et, de plus, parle quelque peu l'anglais, ce qui devrait faciliter la communication. La nomination aux Affaires étrangères d'un ministre d'expérience, Shintaro Abe, témoigne également de l'importance que le nouveau gouvernement accorde à une conduite avisée de ses relations extérieures.

Dès qu'il a été confirmé dans ses fonctions, M. Nakasone a indiqué clairement que son gouvernement avait comme tâche prioritaire de revitaliser les relations avec les États-Unis. Des rapports étroits avec les Américains restent le fondement de la politique étrangère japonaise. Cette politique doit prendre en compte un état presque chronique de tension avec les États-Unis dans le domaine de la politique commerciale. Le surplus commercial du Japon dans ses échanges avec les États-Unis a atteint